

13 juin 2021- Sud Ouest du 11 juin 2021



Dans le Cubzaguais, la LGV Bordeaux-Tours inaugurée en 2017 passe sous les fenêtres des maisons. © Crédit photo : Archives Jérôme Jamet

En Sud-Gironde, les opposants dénoncent une politique des métropoles au détriment des territoires ruraux

Les opposants à la ligne LGV vers Toulouse et l'Espagne n'ont de cesse de rappeler l'avis défavorable rendu par l'enquête publique en 2014. « Plus de 14 000 contributions avaient été apportées lors de cette enquête, seulement 7 % étaient favorables au projet », souligne Denise Cassou, présidente du Collectif vigilance LGV Gironde. Sur le terrain, il est vrai que les banderoles de bienvenue à la LGV, on n'en croise pas en Sud-Gironde.

Deux ans plus tard, le Conseil d'État ne tenait pas compte de l'avis négatif et déclarait le projet d'utilité public. « On sait que c'est un projet qu'ils ne veulent pas lâcher. » Plutôt qu'une nouvelle ligne, la militante préconise « la modernisation et une gestion optimisée de celle existante vers Toulouse ».

En Sud-Gironde, territoire concerné par environ 70 km de tracé, quatre ou cinq maisons seront rasées. Plus nombreuses seront celles qui devront vivre avec la LGV sous leurs fenêtres. « Les gens ne seront pas expropriés. Mais leur qualité de vie sera dégradée, leur propriété sera

invendable. Ils seront condamnés », décrit Dominique Orgeron, membre du collectif et habitante de Landiras dont la maison est sur le tracé.

« Une fabrique à gilets jaunes »

Mais ce n'est pas tant la valeur de quelques biens immobiliers que les opposants défendent que les milliers d'hectares d'espaces naturels et agricoles qui seront inmanquablement détruits. « On se bat pour la ruralité, contre une conception politique qui privilégie les métropoles. Il y a une vie ici. Il y a des jeunes qui s'installent avec des projets économiques. C'est un territoire qui attire parce qu'il y a une qualité de vie. Il faut la préserver », témoigne son compagnon Dominique Bimboire, membre de la Confédération paysanne.

Le couple de Landiras a organisé le rachat de deux de ses parcelles situées sur le tracé par environ 150 personnes. Des copropriétaires de toute la France et d'Europe, que la SNCF devra exproprier un par un. « On gagnera un peu de temps. Ici, c'est clairement un lieu de résistance. Nous avons joué le jeu de la démocratie participative pendant quinze ans, mais on nous a piétinés. La LGV, c'est une fabrique à gilets jaunes. Je ne suis pas sûr que les nouvelles générations agiront de la même manière que nous. Il y aura des gens dans les arbres », prévient Dominique Bimboire.